



## **ARRETE PREFECTORAL**

**Autorisant l'utilisation des eaux de la prise d'eau dans la rivière du Liziec située sur la commune de VANNES pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine.**

**Déclarant d'utilité publique au bénéfice de la commune de VANNES, l'établissement des périmètres de protection dudit captage sur la commune de VANNES, ainsi que l'institution des servitudes afférentes.**

**LE PREFET DU MORBIHAN  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code rural ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la santé publique, notamment les articles L.1321-1 à L.1321-7, L.1321-9, R.1321-1 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L.215-13 ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles L.1321-6, L.1321-12 et R.1321-41 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 relatif au 4<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;

Vu le protocole départemental de janvier 1996 et son avenant en date du mois d'août 1998, relatifs à la protection des points d'eau publics destinés à l'alimentation en eau potable dans le MORBIHAN ;

Vu le rapport du 31 mai 2008 de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, complété le 31 août 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 avril 1939 déclarant d'utilité publique la dérivation par pompage d'une partie des eaux du Liziec ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 février 2009 autorisant la ville de VANNES à prélever une partie des eaux du Liziec au titre de l'article L.214-3 du code de l'Environnement ;

Vu la délibération en date du 15 octobre 2010 par laquelle le conseil municipal de VANNES demande l'ouverture de l'enquête publique portant sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du point de prélèvement d'eau de la rivière du Liziec, ainsi que l'institution des servitudes afférentes, et de l'enquête parcellaire conjointe ;

Vu les résultats de la consultation administrative interservices et des organisations professionnelles ;  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 novembre 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire conjointe auxquelles il a été procédé du 9 janvier 2012 au 8 février 2012 inclus dans les communes de SAINT AVE et VANNES portant sur l'établissement des périmètres de protection de la prise d'eau dans le Liziec ;

Vu les dossiers de l'enquête parcellaire et de l'enquête portant sur l'utilité publique des périmètres de protection et notamment les pièces certifiant que les formalités de publication et d'affichage ont été respectées ;

Vu les plans et l'état parcellaires des terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection du captage ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur en date du 14 mars 2012 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de la séance du 4 juillet 2013;

Considérant que le projet contribue d'une part, à l'alimentation en eau potable de la commune de VANNES, et d'autre part, à la protection de la ressource en eau exploitée, que par-là même il présente un caractère d'utilité publique certain ;

Sur proposition de monsieur le directeur général de l'Agence Régionale de Santé (ARS) de Bretagne ;

## **ARRETE**

### **Article 1 – Autorisation de l'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine au titre du Code de la santé publique (articles L.1321-1 et suivants).**

La ville de VANNES est autorisée à utiliser pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine et à distribuer après traitement l'eau superficielle de la rivière du Liziec prélevée au lieu-dit « Plaisance » sur son territoire.

Le traitement des eaux prélevées à la prise d'eau est effectué à l'usine de potabilisation du Liziec.

D'une capacité nominale de 300 m<sup>3</sup>/h (7200 m<sup>3</sup>/j en pointe), la filière de traitement de l'eau comprend les étapes détaillées ci-dessous:

- pompage dans le Liziec, dégrillage,
- minéralisation à la chaux,
- coagulation par des réactifs agréés,
- floculation à brassage lent,
- décantation,
- injection d'eau de Javel,
- filtration sur sable,
- ozonation,
- reminéralisation au gaz carbonique et à l'eau de chaux,
- désinfection finale au chlore.

Cette autorisation est subordonnée à la mise en place d'un traitement au charbon actif, ou tout autre traitement tertiaire reconnu comme équivalent par les services sanitaires, dans un délai de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

La vérification de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine sera assurée conformément à l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R.1321-10, 15 et 16 du code de la santé publique.

Les prélèvements seront effectués par l'Agence Régionale de Santé Bretagne ou son mandataire et confiés à un laboratoire agréé pour le contrôle sanitaire des eaux d'alimentation. Les frais de prélèvements et d'analyses seront supportés par l'exploitant.

L'exploitant sera tenu de surveiller en permanence la qualité de l'eau produite conformément aux dispositions prévues à l'article R.1321-23 du code de la santé publique.

Les différentes observations, enregistrements et autocontrôles, tant sur les aspects quantitatifs que qualitatifs, seront tenus à la disposition du service en charge du contrôle sanitaire.

Toute modification des procédés de traitement devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation préfectorale.

## **Article 2 – Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la Ville de VANNES :

- l'établissement des périmètres de protection autour de la prise d'eau sur le Liziec au lieu-dit « Plaisance » et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau ;
- la cessibilité et l'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiate du captage. La commune de VANNES est autorisée à acquérir lesdits terrains en pleine propriété, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté. Il s'agit notamment d'une partie de la parcelle cadastrée section AW n°60 située sur la commune de SAINT AVE, sur la rive opposée à la prise d'eau.

## **Article 3 – Délimitation des périmètres**

Conformément aux dispositions du code de la santé publique et notamment à celles de l'article L.1321-2, un périmètre de protection immédiate ainsi qu'un périmètre de protection rapprochée composé de deux zones distinctes (zone sensible et zone complémentaire) sont établis autour de l'usine de traitement et de la prise d'eau du Liziec.

Ces périmètres s'étendent sur les territoires des communes de VANNES et de SAINT AVE, comme indiqué sur les plans et les états parcellaires annexés au présent arrêté.

En complément de ces périmètres de protection, le secteur du bassin versant ayant fait l'objet de l'étude environnementale détaillée est considéré comme zone de vigilance (communes concernées : VANNES, SAINT AVE, SAINT NOLFF - cf. plan annexé au présent arrêté).

## **Article 4 – Mesures de protection**

### **4.1 – Sécurisation du prélèvement**

Afin de prévenir toute entrée d'hydrocarbures flottants, une jupe de protection sera installée devant la prise d'eau.

Un point de contrôle de la qualité de l'eau brute sera installé à la limite Est du périmètre de protection immédiate de la prise d'eau, limite matérialisée par le parapet Ouest du pont enjambant le bief entre les communes de VANNES et de SAINT-AVE (rue Saint-Pol-Roux); l'emplacement de ce point de contrôle sera déterminé de façon à maintenir, à tout moment, un volume minimal de 600 m<sup>3</sup> d'eau brute en amont de la prise d'eau afin de réserver un délai de réaction de 2 heures en cas de pollution accidentelle; la fréquence des curages de la section concernée du bief sera adaptée afin de respecter cette prescription.

La station d'alerte reliée au point de contrôle permettra d'assurer un suivi analytique portant au minimum sur les paramètres suivants : pH, conductivité, turbidité, ammoniacque, matières organiques (absorbance UV), hydrocarbures. Elle sera conçue de façon à alerter l'exploitant de toute anomalie et à interrompre immédiatement le pompage en cas de pollution accidentelle.

L'ensemble de ces aménagements devra être réalisé dans un délai de un an à compter de la signature du présent arrêté.

### **4.2 – Périmètre de protection immédiate**

#### **4.2.1 – Limites du périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate comprend les secteurs suivants :

- autour de la prise d'eau, les secteurs en surélévation des parcelles qui bordent le bief (commune de VANNES - parcelle BC115; commune de SAINT AVE – parcelle AW60 en partie),

- autour de l'usine de production du Liziec (commune de VANNES - parcelles BC112 et 333).

#### **4.2.1 – Prescriptions dans le périmètre de protection immédiate**

- Les périmètres de protection immédiate seront clôturés (usine et point de prélèvement).
- Toutes activités, autres que celles destinées à l'aménagement, à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages ou à l'entretien du périmètre lui-même, sont interdites.
- Chaque ouvrage devra être entretenu et maintenu en parfait état de propreté. La végétation devra être régulièrement fauchée. L'utilisation d'engrais, de désherbants ou de produits de traitement ainsi que le brûlage ou le compostage sur place des herbes sont exclus.
- La station de traitement sera équipée d'un dispositif anti-intrusion, comprenant notamment un système d'alerte en cas de pénétration dans son enceinte.

### **4.3 – Périmètre de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapprochée de la prise d'eau du Liziec est divisé en deux zones :

- une zone sensible,
- une zone complémentaire (correspondant à l'extension du secteur d'activités de Kermelin).

Dans le périmètre de protection rapprochée, les dispositions de la réglementation générale sont complétées par les prescriptions suivantes :

#### **4.3.1 - Interdictions :**

##### **4.3.1.1 – Sur l'ensemble du périmètre de protection rapprochée (zone sensible et zone complémentaire)**

Sont interdits :

- l'aspersion des produits phytosanitaires par voie aéroportée,
- le piégeage par appâts chimiques dans les cours d'eau,
- la création et l'extension de cimetières,
- le déboisement et la suppression des friches; les parcelles boisées devront le rester, l'exploitation normale du bois étant autorisée; la suppression des friches est autorisée uniquement dans le but d'un boisement ;
- la suppression des haies et des talus; les haies et les talus existants seront conservés, l'exploitation normale du bois étant autorisée ;
- la création de plan d'eau, mare ou étang, à l'exception des ouvrages créés pour la protection de la prise d'eau ou des milieux aquatiques ;
- la création de drainage de terres agricoles ;
- l'abreuvement direct des animaux dans les ruisseaux et aux points d'émergence des sources ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrière ou mine à ciel ouvert ou en galeries souterraines, l'ouverture et le remblaiement sans précaution d'excavation de tout type ;
- l'installation de canalisation, réservoir ou dépôt d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature, à l'exception des ouvrages de dimension individuelle liés aux habitations et des ouvrages prévus à l'article 4.3.2 qui sont soumis à autorisation préalable ;
- le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de débris, de produits fermentescibles, de déchets communément désignés "inertes", de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement ;
- les dépôts ou stockages non aménagés de produits fertilisants, de produits phytosanitaires et les silos non aménagés destinés à la conservation par voie humide des aliments pour animaux, et notamment les « silos taupinières » pour ensilage d'herbe et de maïs ;
- l'utilisation de tout produit phytosanitaire pour l'entretien des voies de communication, des accotements, des fossés, des parkings et des chemins, ainsi qu'à moins de 10 mètres des cours d'eau permanents ou temporaires, des zones sourceuses et des limites du périmètre de protection immédiate (la lutte contre les chardons et autres plantes adventices est autorisée ; elle doit être réalisée conformément à la réglementation en vigueur).

##### **4.3.1.2 – Sur la seule zone sensible**

Sont interdits :

- toute construction, à l'exception de celles :



- destinées à la distribution d'eau potable,
- réalisées pour lutter contre la pollution des eaux,
- résultant d'une extension ou d'une rénovation de bâtiments existants,
- l'épandage de déjections liquides et de produits assimilés,
- l'épandage de fientes et fumiers de volailles,
- l'affouragement permanent des animaux à la pâture,
- le dépôt prolongé (plus de 30 jours) et non aménagé de fumiers aux champs et de matières fermentescibles destinés à la fertilisation des sols,
- les apports de produits fertilisants et de produits phytosanitaires sur les bandes enherbées.

#### **4.3.2 - Installations, ouvrages, travaux et activités réglementés et soumis à autorisation préalable :**

Sont soumis à autorisation préalable :

- l'établissement de toute nouvelle construction non interdite à l'article 4.3.1.2,
- le changement d'affectation d'une construction existante,
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature, à l'exception des ouvrages d'assainissement et de consommation individuels qui devront être réalisés conformément à la réglementation en vigueur,
- les travaux sur la canalisation de gaz sous pression existante, qui traverse le Liziec à la hauteur de la rue Saint-Pol-Roux (commune de SAINT AVE),
- la création de réseau d'assainissement collectif,
- le comblement de puits, forages ou plans d'eau existants,
- la création de nouvelles voies de communication routières et la modification des conditions d'utilisation des voies existantes.

La demande d'autorisation préalable sera adressée à l'autorité préfectorale et devra présenter les caractéristiques du projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer à ces risques.

#### **4.3.3 – Obligations**

##### **4.3.3.1 – Dans la zone sensible**

- les parcelles agricoles seront boisées ou mises et maintenues en prairies (permanentes ou de longue durée), fauchées ou pâturées,
- la pâture des parcelles est autorisée sous réserve de maintien du couvert végétal,
- l'apport d'azote sur les parcelles agricoles ne sera pas supérieur à 120 UN/ha/an dont un maximum de 70 UN/ha/an sous forme minérale ou de compost. L'apport restant correspond à 50 UN/ha/an émises au pâturage.
- les dispositifs d'assainissement autonomes, défectueux ou inexistantes, seront mis en conformité avec la réglementation en vigueur et, en présence d'un réseau d'assainissement collectif, les habitations seront obligatoirement raccordées,
- les axes routiers proches du ruisseau du Liziec et de la prise d'eau devront être aménagés afin de réduire les risques de déversement accidentels, notamment par la pose de glissières de sécurité, en particulier le long de la route de Rennes (ex-RD775), entre la parcelle AW13 (habitation existante le long de la voie) et le pont de Plaisance ; ainsi qu'au niveau des deux ponts enjambant le bief (rue Saint-Pol-Roux – et rue de Plaisance – commune de SAINT-AVE).

#### **4.4 – Zone de vigilance**

A l'intérieur de cette zone de vigilance (cf. plan annexé au présent arrêté), il conviendra de conduire des actions de protection de la ressource en eau et notamment :

- établir un plan d'alerte entre la ville de VANNES - propriétaire de la prise d'eau -, les exploitants des stations d'épuration, la SNCF et/ou RFF, ainsi que les industriels dont les établissements sont implantés dans cette zone, en cas d'accident impliquant le déversement de substances polluantes,
- abandonner le désherbage par produits phytosanitaires de la voie ferrée dans la traversée de cette zone de vigilance,
- informer les particuliers sur l'usage des pesticides dans les zones pavillonnaires situées en bordure du Liziec (est du bourg de SAINT AVE, secteurs de Tréalvé et de Plaisance).

## **Article 5 – Délais de réalisation des aménagements et de mise en place des actions de protection**

L'ensemble des aménagements, listés à l'article 1 « Autorisation de l'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine au titre du Code de la santé publique (articles L.1321-1 et suivants) » et à l'article 4 « Mesures de protection », devra être exécuté dans un délai de trois ans à compter de la signature du présent arrêté, sauf ceux nécessitant une expropriation, pour lesquels le délai est porté à cinq ans.

Les actions de protection, listées à l'article 4-4 « zone de vigilance », devront être engagées dans un délai de deux ans, à compter de la signature du présent arrêté.

## **Article 6 – Sanctions**

### ***6-1 – Sanctions administratives***

En cas d'inobservation par le bénéficiaire de l'autorisation des dispositions prévues par cet arrêté, les sanctions administratives prévues à l'article L.1324-1 du code de la santé publique seront mises en œuvre à son encontre.

### ***6-2 – Sanctions pénales***

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des peines d'amende prévues à l'article L.1324-3 du Code de la santé publique.

## **Article 7 - Publication et information des tiers**

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection de la prise d'eau du Liziec seront annexées aux documents d'urbanisme en vigueur dans les communes de VANNES et SAINT AVE, dans les conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme dans un délai maximum de trois mois à compter de la publication du présent arrêté.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception, par les soins de monsieur le maire de Vannes aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection. Lorsque l'identité ou l'adresse du propriétaire est inconnue, la notification sera faite au maire de la commune concernée, qui en assurera l'affichage et, le cas échéant, la communiquera à l'occupant des lieux.

Les maires des communes concernées sont chargés d'afficher le présent arrêté en mairie pendant une durée minimale de deux mois. L'acte portant déclaration d'utilité publique sera conservé dans les mairies des communes concernées. Les maires délivreront, à toute personne qui le demande, les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Morbihan.

## **Article 8 – Respect de l'application du présent arrêté**

Le bénéficiaire du présent arrêté de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de ses prescriptions, y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

## **Article 9 – Financement**

Il est pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra bénéficier la collectivité concernée, que des emprunts qu'elle pourra contracter ou de subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'État, d'autres collectivités ou d'établissements publics.

## **Article 10 - Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Morbihan, soit hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (direction générale de la santé - bureau EA2-14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision

implicite de rejet. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de RENNES, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

#### **Article 11 - Exécution**

- le secrétaire général de la préfecture du Morbihan,
- le maire de VANNES, bénéficiaire de l'autorisation,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne,
- le directeur départemental des territoires et de la mer,
- le maire de SAINT AVE,
- le maire de SAINT NOLFF,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera tenue à disposition du public dans chaque mairie intéressée.

#### **Copie sera adressée pour information aux:**

- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- président du conseil général du Morbihan
- président de la chambre d'agriculture du Morbihan,
- président du tribunal administratif de Rennes.

VANNES, le 26 JUIL. 2013

Le préfet,

Par délégué,  
Le Secrétaire Général

Stéphane DAGUIN

#### **Liste des annexes jointes :**

- plan des périmètres (annexe 1)
- liste des parcelles dans les périmètres immédiats et rapprochés (annexe 2)
- carte de la zone de vigilance (annexe 3)